

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU MARDI 17 DECEMBRE 2024

### RECAPITULATIF DES VOTES

MEMBRES EN EXERCICE :	QUORUM :	PRESENTS :	POUVOIRS :	VOTANTS :
17	9	10	3	13

0. Approbation du procès verbal du dernier Conseil d'Administration (novembre 2024) – **Adopté à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

### DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS GENERAUX – Service Finances

0. Délibération n°2024-150 – Admissions en non-valeur – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
1. Délibération n°2024-151 – Budget principal du Siège – Décision modificative n°2 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
2. Délibération n°2024-152 – SSIAD – EPRD 2024 – Décision modificative n°1 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
3. Délibération n°2024-153 – Service Restauration – Budget 2024 - Décision modificative n°3 (Annule et remplace la délibération n°2024-138 du 26 novembre) – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
4. Délibération n°2024-154 – Service Restauration – tarifs 2025 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
5. Délibération n°2024-155 – SIEGE - Dépenses d'investissement – BP 2025 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
6. Délibération n°2024-156 – EHPAD LE SAPHIR - Dépenses d'investissement – BP 2025 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
7. Délibération n°2024-157 - SSIAD - Dépenses d'investissement – BP 2025 – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

### DIRECTION RESSOURCES ET MOYENS GENERAUX – Service Ressources Humaines

8. Délibération n°2024-158 – Refonte du régime indemnitaire selon le RIFSEEP – Revalorisation de l'IFSE, suppression de la part variable, modification des règles d'abattement et mise en œuvre du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
9. Délibération n°2024-159 - Organisation et modalités d'accueil des apprentis au sein du CCAS – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

10. **Délibération n°2024-160** - Mise à jour des modalités d'organisation des astreintes – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
11. **Délibération n°2024-161** - Mise à jour du tableau des emplois – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
12. **Délibération n°2024-162** - Convention d'adhésion au service « MEDECINE PREVENTIVE » du Centre de Gestion à destination des collectivités non affiliées – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

#### **DIRECTION AUTONOMIE**

13. **Délibération n°2024-163** – Proposition de mise en place d'une convention de Partenariat entre le CCAS de Toulon gestionnaire du Service Autonomie à Domicile (SAD) et le COS Beauséjour, porteur de l'Équipe Territoriale de Soins Palliatifs (ETSP) Littoral Var Ouest – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
14. **Délibération n°2024-164** – Convention de partenariat avec les Petits Frères des Pauvres – **Adoptée à l'unanimité (12 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**
15. **Délibération n°2024-165** – Approbation de la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et l'association Unis-Cité Méditerranée pour des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées et le renforcement du lien intergénérationnel – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

#### **DIRECTION AUTONOMIE – DIRECTION INCLUSION ET SOLIDARITE**

16. **Délibération n°2024-166** – Participation au prix de l'innovation et le recherche du Var – **Adoptée à l'unanimité (13 voix pour – 0 contre – 0 abstention)**

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024150 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Admissions en non-valeur

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-150.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024150-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-150**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

### **Objet : Admissions en non-valeur**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs 0 voix CONTRE 0 abstention</b>
--

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : Admissions en non-valeur**

**Budget Siège**

**Budget SAAD**

**Budget Portage de repas**

**Budget Résidence autonomie la Ressence**

**Budget Résidence autonomie Le Port Marchand**

**Budget Résidence autonomie Le Porphyre**

**Budget EHPAD Le Saphir**

**Budget Restauration**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

Au cours des exercices précédents, le CCAS ainsi que les différents services et établissements qu'il gère ont établi des titres de recette à l'encontre de plusieurs bénéficiaires n'ayant pas réglé leurs factures.

Malgré la mise en place des démarches réglementaires pour le recouvrement de ces recettes, le Trésorier Principal n'a pas pu procéder au recouvrement de certaines sommes et demande l'admission en non-valeur de plusieurs titres dont le montant total s'élève à :

<b>BUDGET</b>	<b>Compte</b>	<b>Montant</b>	<b>Total par budget</b>
Siège	6541	1 589.41 €	1 589.41 €
SAAD	6541	5 508.20 €	5 562.80 €
	6542	54.60 €	
Portage de repas	6541	7 104.43 €	13 108.74 €
	6542	6 004.31 €	
RA la Ressence	6541	7 414.64 €	7 414.64 €
RA le Port Marchand	6541	194.85 €	1 151.42 €
	6542	956.57 €	
Porphyre	6541	2 111.28 €	2 111.28 €
EHPAD le Saphir	6541	101.11 €	101.11 €
Restauration	6541	206.20 €	206.20 €
<b>Total tous budgets</b>			<b>31 245.60 €</b>

Les causes de non-remboursement sont essentiellement le décès, le surendettement accompagné d'une décision d'effacement de dette ainsi que les créances d'un faible montant qui ne permettent pas de mettre en place des procédures de recouvrement. Les crédits ont été prévus sur les comptes 6541 et 6542 des budgets correspondants.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**  
**OUI l'exposé de Madame la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu.
- D'autoriser les admissions en non-valeurs des créances pour un total de 31 245.60 euros.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**



CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024151 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Budget principal du Siègè Décision modificative n°2

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-151.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024151-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-151**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

**Objet : Budget principal du Siège – Décision modificative n°2**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs 0 voix CONTRE 0 abstention</b>
--



**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : Budget principal du Siège – Décision modificative n°2**

.....  
Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

Pour rappel, le 17 septembre 2024, le conseil d'Administration du CCAS a délibéré pour valider la signature d'une convention de partenariat avec l'Association AA83.

Ce partenariat a pour objet la mise en œuvre du projet « Point Ecoute Aidant » qui vise à offrir un soutien psycho-social aux aidants actifs de la Ville de Toulon particulièrement exposés au risque d'épuisement et de stress.

En collaboration avec l'association AA83, ce programme innovant combine des séances individuelles de soutien psychologique des visites à domicile, des permanences téléphoniques et des rencontres collectives pour répondre de manière flexible et adaptée aux besoins spécifiques des aidants.

Le CCAS assure la gestion et la répartition des crédits alloués par la Conférence des financeurs. Dans le cadre de ce partenariat, le CCAS doit verser à l'association AA83 le montant défini par la convention, soit 18 400 euros, qu'il y a lieu d'inscrire au compte 65748 par le biais de cette décision modificative

D'autre part, il y a lieu de prévoir des crédits supplémentaires à hauteur de 1 000 euros pour l'annulation de titres sur des exercices antérieurs.

Cette décision modificative s'équilibre avec l'inscription de recettes supplémentaires :

- remboursement de charges sociales : 3 000 euros
- une revalorisation au titre de 2023 de la subvention allouée par le Département pour le CLIC : 16 400 euros.



## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-151

Les tableaux ci-dessous détaillent ces opérations budgétaires :



dépenses	montant	recettes	montant
<b>Fonctionnement</b>			
<b>Chap 65</b>		<b>Chap 013</b>	
65748 – subventions	18 400.00	6459 – rembt charges sociales	3 000.00
<b>Total chapitre 65</b>	<b>18 400.00</b>	<b>Total chapitre 013</b>	<b>3 000.00</b>
<b>Chap 67</b>		<b>Chap 74</b>	
673 – titres annulés	1 000.00	7473 – Subv Département	16 400.00
<b>Total chapitre 67</b>	<b>1 000.00</b>	<b>Total chapitre 74</b>	<b>16 400.00</b>
<b>Total dépenses</b>	<b>19 400.00</b>	<b>Total recettes</b>	<b>19 400.00</b>

Après le vote de la décision modificative du budget Principal du Siège les sections s'équilibrent comme suit :

### Fonctionnement

	Total dépenses :	7 283 482.62 euros
	Total recettes :	7 283 482.62 euros

### Investissement

	Total dépenses :	1 094 093.77 euros
	Total recettes :	1 094 093.77 euros

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**  
**OUI l'exposé de Madame la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- De modifier le budget 2024 comme proposé ci-dessus.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**



« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024152 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : SSIAD EPRD 2024 Décision modificative n°1

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-152.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024152-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-152**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

### **Objet : SSIAD – EPRD 2024 – Décision modificative n°1**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs 0 voix CONTRE 0 abstention</b>
--

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-152

Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : SSIAD – EPRD 2024 – Décision modificative n°1**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

En fin d'exercice comptable, il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits.

L'ARS a notifié sa décision tarifaire modificative le 22 novembre 2024.

La dotation globale du SSIAD a été actualisée et corrigée suite à la mise en œuvre de la réforme tarifaire. Le SSIAD a obtenu des crédits concernant des mesures nouvelles et des crédits non reconductibles, détaillés comme suit :

- Dotation de base	2 131 721.09
- Actualisation (0.72%)	15 348.39
- Mesures nouvelles	
Soutien au pouvoir d'achat	17 827.56
Réforme tarifaire	-37 626.19
<b>TOTAL de la dotation avec les mesures nouvelles :</b>	<b>2 127 270.85</b>
- Crédits non reconductibles	
SAAD matériel/formation	7 800.00
Déploiement suppléance à domicile	85 000.00
<b>TOTAL des CNR</b>	<b>92 800.00</b>

Par conséquent, il y a lieu de réajuster les crédits concernant la dotation.

D'autre part, il est nécessaire d'augmenter les crédits concernant les interventions des infirmiers libéraux.

Pour appel, l'équilibre de la décision n'est pas obligatoire car le budget est voté sous format EPRD.

dépenses	montant	recettes	montant
<b>Fonctionnement</b>			
<b>Groupe 1</b>		<b>Groupe 1</b>	
61128 – prestations médico-sociales	40 000.00	7311121 – dotation SSIAD	62 722.00
<b>Total groupe 1</b>	<b>40 000.00</b>	<b>Total groupe 1</b>	<b>62 722.00</b>
<b>total dépenses</b>	<b>40 000.00</b>	<b>total recettes</b>	<b>62 722.00</b>

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-152

Après le vote de la décision modificative du budget du SSIAD, le compte de résultat prévisionnel se présentera comme suit :

	CHARGES		PRODUITS		
	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	
<b>Groupe I</b> : charges afférentes à l'exploitation courante	259 610,00 €	299 610,00 €	2 157 348,65 €	2 220 070,65 €	<b>Groupe I</b> : produits de la tarification
<b>Groupe II</b> : charges afférentes au personnel	1 645 000,00 €	1 645 000,00 €	0,00 €	0,00 €	<b>Groupe II</b> : autres produits relatifs à l'exploitation
<b>Groupe III</b> : charges afférentes à la structure	193 683,00 €	193 683,00 €	1 676,00 €	1 676,00 €	<b>Groupe III</b> : produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	2 098 293,00 €	2 138 293,00 €	2 159 024,65 €	2 221 746,65 €	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>
<b>RESULTAT COMPTABLE PREVISIONNEL EXCEDENTAIRE</b>	<b>60 731,65 €</b>	<b>83 453,65 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>RESULTAT COMPTABLE PREVISIONNEL DEFICITAIRE</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL</b>	<b>2 159 024,65 €</b>	<b>2 221 746,65 €</b>	<b>2 159 024,65 €</b>	<b>2 221 746,65 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE DU COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL</b>

Cette décision modificative permet d'améliorer le résultat comptable prévisionnel, ainsi que la capacité d'autofinancement.

Tableau de passage du résultat prévisionnel à la CAF prévisionnelle :

	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	
<b>RESULTAT COMPTABLE PREVISIONNEL (EXCEDENT) (2)</b>	<b>60 731,65 €</b>	<b>83 453,65 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>RESULTAT COMPTABLE PREVISIONNEL (DEFICIT) (2)</b>
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Produits des cessions d'éléments d'actif
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	26 083,00 €	26 083,00 €	1 676,00 €	1 676,00 €	Quotes-parts des subventions et fonds associatifs virées au résultat
Reports en fonds dédiés (ESSMS privés)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions
			0,00 €	0,00 €	Utilisation de fonds dédiés et de fonds reportés (ESSMS privés)
<b>SOUS-TOTAL 1</b>	<b>86 814,65 €</b>	<b>109 536,65 €</b>	<b>1 676,00 €</b>	<b>1 676,00 €</b>	<b>SOUS-TOTAL 2</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (si 1-2&gt;0)</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>107 860,65 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (si 1-2&lt;0)</b>
<b>Taux de CAF en pourcentage des produits</b>	<b>3,94%</b>	<b>4,85%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>Taux d'IAF en pourcentage des produits</b>

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

**CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-152**

Tableau de financement prévisionnel :

	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	Dernier EPRD exécutoire Exercice 2024	EPRD modifié	
<b>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT PREVISIONNELLE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>107 860,65 €</b>	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT PREVISIONNELLE</b>
Remboursement des dettes financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Emprunts à plus d'un an et dettes assimilées
Immobilisations (3)	0,00 €	65 000,00 €	0,00 €	0,00 €	Apports, dotations, réserves, fonds propres (sauf 106) et subventions d'investissement
Autres emplois	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	Autres ressources (dont produits des cessions d'éléments d'actif)
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>0,00 €</b>	<b>65 000,00 €</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>107 860,65 €</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>
<b>APPORT AU FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>42 860,65 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE DU TABLEAU DE FINANCEMENT</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>107 860,65 €</b>	<b>85 138,65 €</b>	<b>107 860,65 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE DU TABLEAU DE FINANCEMENT</b>

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024  
OUÏ l'exposé de Madame la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- De modifier l'EPRD 2024 comme proposé ci-dessus.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI  
Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL  
Secrétaire de séance**

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024153

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Service Restauration Budget 2024 - Décision modificative n°3 (Annule et remplace la délibération n°2024-138 du 26 novembre)

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024

Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-153.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024153-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024



# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-153**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

**Objet : Service Restauration – Budget 2024 - Décision modificative n°3. (Annule et remplace la délibération n°2024-138 du 26 novembre**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b>
<b>0 voix CONTRE</b>
<b>0 abstention</b>

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : Service Restauration – Budget 2024 - Décision modificative n°3 (annule et remplace la délibération n°2024-138 du 26 novembre)**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

La délibération n°2024-138, présentée au Conseil d'administration du 26 novembre 2024, concernant le vote de la décision modificative n°3 du budget du Service Restauration doit être annulée. En effet, la contrepartie de l'écriture concernant les crédits alloués aux dotations aux amortissement est manquante. Les opérations d'ordre ne sont pas équilibrées.

La présente délibération reprend les termes de celle du 26 novembre.

En fin d'exercice comptable, il y a lieu de procéder à des ajustements de crédits.

La mise en œuvre de la loi Egalim impliquant l'achat de denrées alimentaires bio et SIQO (AOP/AOC/IGP/label rouge...) engendre une hausse des dépenses de denrées alimentaires.

De plus, l'externalisation de la livraison des repas, commencée pour deux tournées en juillet, puis deux autres tournées en novembre, n'est pas complètement réalisée. Il faut encore acheter des boîtes en cartons pour les deux tournées restantes, alors que les repas livrés par le prestataire sont conditionnés dans des sacs en papier, beaucoup moins coûteux.

Il est nécessaire de rajouter des crédits sur les trois groupes de dépenses, répartis comme suit :

- achat de barquettes : 12 000 euros
- boîtes en carton : 10 000 euros
- denrées alimentaires : 80 000 euros
- analyses alimentaires et la collecte des bio déchets : 4 000 euros.
- charges de personnel : 25 000 euros
- entretiens et vérifications de matériel : 3 000 euros
- redevance spéciale : 1 500 euros
- dotations aux amortissements : 1 000 euros

Ces hausses de charges vont être compensées en partie par des recettes non prévues :

- remboursement de charges de personnel : 31 500 euros
- recettes supplémentaires provenant de la facturation à la Ressence : 5 000 euros.

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-153

Ces mesures restent insuffisantes pour couvrir le déficit prévisionnel, une augmentation de 100 000 euros de la subvention du Siège reste nécessaire.

Les modifications budgétaires sont les suivantes :

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
<b>Fonctionnement</b>			
<b>Groupe 1</b>		<b>Groupe 2</b>	
606268 – autres fourn. hôtelières	12 000.00	6419 – rembt sur rémunération	23 000.00
60628 – autres fournitures	10 000.00	6459 – rembt sur charges de pers.	8 500.00
6063 – alimentation	80 000.00	7061 – prestation service Ressence	5 000.00
6288 – autres serv. extérieurs	4 000.00	<b>Total groupe 2</b>	<b>36 500.00</b>
<b>Total groupe 1</b>	<b>106 000.00</b>	<b>Groupe 3</b>	
<b>Groupe 2</b>		7712 – subvention d'équilibre	100 000.00
64111 – rémunération principale	25 000.00	<b>Total groupe 3</b>	<b>100 000.00</b>
<b>Total groupe 2</b>	<b>25 000.00</b>		
<b>Groupe 3</b>			
6188 – autres frais divers	3 000.00		
63513 – autres impôts locaux	1 500.00		
68112 – dotations aux amortissements	1 000.00		
<b>Total groupe 3</b>	<b>5 500.00</b>		
<b>Total dépenses</b>	<b>136 500.00</b>	<b>Total recettes</b>	<b>136 500.00</b>
<b>Investissement</b>			
<b>Chap 21</b>		<b>Chap 28</b>	
2188 – Autres immos corporelles	1 000.00	28135 –amortissement install générales	400.00
<b>Total chap 21</b>	<b>1 000.00</b>	28184 –amortissement mobilier	600.00
		<b>Total chap 28</b>	<b>1 000.00</b>
<b>Total dépenses</b>	<b>1 000.00</b>	<b>Total recettes</b>	<b>1 000.00</b>

Après le vote de la décision modificative du budget du Service Restauration, les sections s'équilibrent comme suit :

**Section de fonctionnement :**



Total dépenses : 2 212 310.00 euros  
 Total recettes : 2 212 310.00 euros

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

**CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-153**

**Section d'investissement :**



Total dépenses : 216 072.66 euros

Total recettes : 216 072.66 euros

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUI l'exposé de Madame la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- De modifier le budget 2024 comme proposé ci-dessus.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**



CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024154 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Service Restauration tarifs 2025

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-154.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024154-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

**Délibération N° 2024-154**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

**Objet : Service Restauration – tarifs 2025**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

**ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

**ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

**ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs 0 voix CONTRE 0 abstention</b>
--

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : Service Restauration – tarifs 2025**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

Pour rappel, le budget 2025 du Service Restauration a été voté le 15 octobre 2024, délibération n°2024-122. Les tarifs applicables en 2025 ont été déterminés à cette occasion.

Toutefois, il y a lieu de revoir les tarifs facturés au budget du Portage de repas. En effet, depuis l'externalisation de la livraison des repas, le conditionnement des repas livrés par le prestataire ne se fait plus dans des boîtes en carton mais dans des pochettes en papier kraft, moins chères (- 0.50 euros).

De plus, le repas du soir est livré dans le même sac. Le prix de la boîte doit être soustrait du prix de ce repas (- 0.68 euros).

Ainsi, il est proposé pour les repas livrés par la Poste :

- Midi : 7.81 euros au lieu de 8.31 euros
- Soir : 5.19 euros au lieu de 5.87 euros.

L'ensemble des tournées n'étant pas encore externalisées, il est nécessaire de créer un tarif différencié tout en maintenant le tarif voté en octobre.

**Le Conseil d'Administration réuni le : 17 décembre 2024**

**OUÏ l'exposé de Madame la Vice-Présidente**

**DECIDE** de confirmer les tarifs votés le 15 octobre 2024 comme suit :

- Résidence autonomie Le Port Marchand : 11.32 euros le midi et 6.89 le soir,
- Résidence autonomie Le Port Marchand, **le week-end** : 8.31 euros le midi et 5.87 le soir
- Résidence autonomie Le Porphyre : 11.32 euros le midi et 6.89 euros le soir,
- Résidence autonomie Le Porphyre, **le week-end** : 8.31 euros le midi et 5.87 le soir
- Résidence autonomie La Ressence : 11.32 euros le midi et 6.89 le soir,
- Résidence autonomie La Ressence, **le week-end** : 10.66 euros le midi et 6.45 euros le soir
- EHPAD LE Saphir : 10.66 euros le midi et à 6.45 euros le soir,
- Congrégation : 11 euros pour le midi.
- Portage de repas livrés par nos livreurs : 8.31 euros pour le midi et 5.87 euros pour le soir,

**CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-154**

**DECIDE** de créer un nouveau tarif pour le Portage de repas livrés par la Poste, soit :

- Portage de repas livrés par la Poste : 7.81 euros pour le midi et 5.19 euros pour le soir.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized letter 'D' with a horizontal crossbar.



CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024155 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : SIEGE - Dépenses d'investissement BP 2025

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-155.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024155-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-155**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

### **Objet : SIEGE - Dépenses d'investissement – BP 2025**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--

Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : SIEGE - Dépenses d'investissement – BP 2025**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

En vertu de l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, le Président du CCAS peut engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent sur autorisation du conseil d'administration par délibération.

Afin de ne pas empêcher la notification de certains marchés liés aux différents projets de travaux, il est proposé d'ouvrir de manière anticipée les comptes et les montants suivants pour l'année 2025 :

COMPTES M57	Crédits 2024	Crédits anticipés 2025
2031 : frais d'études	30 000.00	7 500.00
2051 : logiciels	60 000.00	15 000.00
204181 : subventions d'équipement versées	150 000.00	37 500.00
21351 : agencements	566 959.66	141 739.91
2158 : matériel outillage	50 000.00	12 500.00
21838 : matériel informatique	50 000.00	12 500.00
21848 : autres matériels de bureau et mobilier	50 000.00	12 500.00
2185 : matériel de téléphonie	10 000.00	2 500.00
2188 : autres immos	50 000.00	12 500.00
TOTAL	1 016 959.66	254 239.91

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUI l'exposé de Madame la Vice-Présidente**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS



A blue ink signature of Madame Dominique ANDREOTTI is written over a circular official stamp of the CCAS de Toulon.

**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance



A black ink signature of Madame Virginie CAUQUIL is written in a large, stylized loop.

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024156 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : EHPAD LE SAPHIR - Dépenses d'investissement BP 2025

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-156.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024156-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-156**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

**Objet : EHPAD LE SAPHIR - Dépenses d'investissement – BP 2025**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b>
<b>0 voix CONTRE</b>
<b>0 abstention</b>

**CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-156**

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : EHPAD LE SAPHIR - Dépenses d'investissement – BP 2025**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

En vertu de l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, le Président du CCAS peut engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent sur autorisation du conseil d'administration par délibération.

Afin de ne pas empêcher la notification de certains marchés liés aux différents projets de travaux, il est proposé d'ouvrir de manière anticipée les comptes et les montants suivants pour l'année 2025 :

COMPTES	Crédits 2024	Crédits anticipés 2025
165 : cautions	5 000.00	1 250.00
205 : logiciels	15 000.00	3 750.00
2135 : agencements	60 000.00	15 000.00
2184 : mobilier	20 000.00	5 000.00
2188 : autres immos	30 000.00	7 500.00
TOTAL	130 000.00	32 500.00

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUÏ l'exposé de Madame la Vice-Présidente**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS

The image shows a blue ink signature of Madame Dominique ANDREOTTI over a circular official stamp. The stamp contains the text 'REPUBLIQUE FRANÇAISE', 'C.C.A.S. de Toulon', and 'VILLE DE TOULON'.

**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance

The image shows a black ink signature of Madame Virginie CAUQUIL.

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024157 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : SSIAD - Dépenses d'investissement BP 2025

Nature : Délibérations

Matière : Finances locales - Decisions budgetaires

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-157.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024157-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-157**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux – Service Finances

**Objet : SSIAD - Dépenses d'investissement – BP 2025**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b>
<b>0 voix CONTRE</b>
<b>0 abstention</b>



**CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-157**

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service Finances

**Objet : SSIAD - Dépenses d'investissement – BP 2025**

.....

Madame la Vice-Présidente expose :

Mesdames, Messieurs, Mes Chers Collègues,

En vertu de l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, le Président du CCAS peut engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent sur autorisation du conseil d'administration par délibération.

Afin de ne pas empêcher la notification de certains marchés liés aux différents projets de travaux, il est proposé d'ouvrir de manière anticipée les comptes et les montants suivants pour l'année 2025 :

COMPTES	Crédits 2024	Crédits anticipés 2025
2135 : agencements	10 000.00	2 500.00
2182 : matériel de transport	50 000.00	12 500.00
2183 : matériel informatique	5 000.00	1 250.00
TOTAL	65 000.00	16 250.00

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUI l'exposé de Madame la Vice-Présidente**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS**



**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke.

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024158b

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Refonte du régime indemnitaire selon le RIFSEEP Revalorisation de l'IFSE, suppression de la part variable, modification des règles d'abattement et mise en Suvre du Complément Indemnitaire Annuel (CI)

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Regime indemnitaire

Date de télétransmission : 17/12/2024

Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-158.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024158b-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-158**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Ressources Humaines

**Objet** : Refonte du régime indemnitaire selon le RIFSEEP – Revalorisation de l'IFSE, suppression de la part variable, modification des règles d'abattement et mise en œuvre du Complément Indemnitaire Annuel (CIA).

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--

Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service des Ressources Humaines

**Objet : Refonte du régime indemnitaire selon le RIFSEEP – Revalorisation de l'IFSE, suppression de la part variable, modification des règles d'abattement et mise en œuvre du Complément Indemnitaire Annuel (CIA).**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L712-1 et -2, L714-1 et suivants ;

Vu le décret 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 instaurant le RIFSEEP ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'évaluation professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

Vu les délibérations antérieures portant sur le régime indemnitaire ;

Considérant les disparités entre filières et l'inadéquation des montants actuels aux exigences des postes et missions stratégiques du CCAS ;

Considérant la volonté d'harmoniser les pratiques, d'améliorer l'attractivité des postes et d'assurer une équité salariale au sein de la collectivité ;

Considérant les avis favorables et les propositions émanant des représentants du personnel, de la Direction des Ressources et Moyens Généraux, et du Comité Social Territorial (CST) lors de la réunion du 17 décembre 2024 ;

La refonte du RIFSEEP s'appuie sur les principes suivants :

1. Valorisation des responsabilités : Les montants planchers et plafonds de l'IFSE sont définis par niveau hiérarchique (N1 à N6) et par catégories statutaires (A, B, C).

2. Harmonisation avec le Référentiel National :

- Les groupes spécifiques au CCAS sont supprimés et remplacés par des groupes conformes au référentiel national.

- Chaque poste est reclassé dans le groupe immédiatement supérieur du référentiel national, simplifiant la gestion et améliorant la transparence des pratiques.

3. Double progressivité :

La double progressivité des montants d'IFSE repose sur deux axes fondamentaux :

- L'échelle hiérarchique (N1 à N6)

- L'échelle catégorielle (A, B, C)

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-158

Ces deux axes permettent de moduler les montants de l'IFSE de manière cohérente et équitable, en tenant compte à la fois des responsabilités exercées et du niveau statutaire de chaque agent.

Les montants de l'IFSE augmentent en fonction des responsabilités exercées, classées selon une échelle hiérarchique intégrant un seuil de création (nombre d'agents encadrés) et définie ainsi :

### L'échelle hiérarchique :

		Seuil de création
N6	Sans responsabilité ni encadrement	0
N5	Encadrement < 3 agents/Responsabilités sans encadrement/Chargé de mission rattaché à une Direction	0
N4	Responsable de Pôle/Adjoint au Responsable de Service/ Chargé de mission rattaché à la DG	3
N3	Responsable de Service	9
N2	Direction	15
N1	Direction Générale / Emploi Fonctionnel	Sans

### L'échelle catégorielle :

		Groupe			
		1	2	3	4
C	Niveau	1			
	2				
	3	C3			
	4	C4			
	5	C5	C5		
	6		C6		

		Groupe			
		1	2	3	4
B	Niveau	1			
	2				
	3	B3			
	4	B4	B4		
	5		B5	B5	
	6		B6	B6	

		Groupe			
		1	2	3	4
A	Niveau	1	A1		
	2	A2	A2		
	3	A3	A3		
	4		A4	A4	
	5		A5	A5	A5
	6		A6		A6

- Chaque niveau de responsabilités dispose de planchers et plafonds prédéfinis, assurant une continuité entre les niveaux.
- Le montant plafond d'un niveau correspond au montant plancher du niveau supérieur, garantissant une progression régulière et transparente

Chaque niveau hiérarchique est subdivisé en montants spécifiques pour les catégories statutaires suivantes :

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-158

Agents de catégorie C Niveau 2 non accessible			Agents de catégorie B Niveaux 1 et 2 non accessibles			Agents de catégorie A A1 DG/EF		
Plafond C3	700 € C3	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond B3	850 € B3	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond A2	1 300 € A2	Taux fonction du cadre d'emploi
Plancher C3	600 € C3		Plancher B3	700 € B3		Plancher A2	1 000 € A2	
Plafond C4	600 € C4	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond B4	700 € B4	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond A3	1 000 € A3	Taux fonction du cadre d'emploi
Plancher C4	500 € C4		Plancher B4	600 € B4		Plancher A3	850 € A3	
Plafond C5	500 € C5	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond B5	600 € B5	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond A4	850 € A4	Taux fonction du cadre d'emploi
Plancher C5	400 € C5		Plancher B5	500 € B5		Plancher A4	700 € A4	
Plafond C6	400 € C6	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond B6	500 € B6	Taux fonction du cadre d'emploi	Plafond A5	700 € A5	Taux fonction du cadre d'emploi
Plancher C6	180 € C6		Plancher B6	400 € B6		Plancher A5	600 € A5	
						Plafond A6	600 € A6	Taux fonction du cadre d'emploi
						Plancher A6	500 € A6	

Plus la catégorie progresse (de C à A), plus le montant de l'IFSE est important pour un même niveau de responsabilités. Cette modulation reflète l'expertise, la qualification, et les exigences statutaires de chaque catégorie.

### Lissage des disparités entre les filières :

Pour chaque filière existante au CCAS, un tableau encadre désormais les échelles (couple niveau de responsabilité/catégorie) qui permet de se conformer au référentiel national afin d'appliquer au montant maximal autorisé un taux validé par l'autorité territoriale :

FILIERES CCAS	ADMIN	TECHNIQUE	MEDICO-SOCIALE	MEDICO-SOCIALE MEDECINS	ANIMATION
<b>A</b>					
<b>GROUPE 1</b>	A1	A1	A1 A2 A3	A1	
<b>GROUPE 2</b>	A2	A2	A4 A5 A6	A2 A3	
<b>GROUPE 3</b>	A3 A4	A3 A4		A4 A5	
<b>GROUPE 4</b>	A5 A6	A5 A6			
<b>B</b>					
<b>GROUPE 1</b>	B3	B3	B3 B4		B4
<b>GROUPE 2</b>	B4	B4	B5 B6		B5
<b>GROUPE 3</b>	B5 B6	B5 B6			B6
<b>C</b>					
<b>GROUPE 1</b>	C3 C4	C4	C4		C5
<b>GROUPE 2</b>	C5 C6	C5 C6	C5 C6		C6

- Suppression de la part variable

La part variable intégrée à l'IFSE sera supprimée. Les agents actuellement bénéficiaires conserveront un montant total (part fixe + part variable actuelle) identique ou supérieur, dans le cadre de la nouvelle méthodologie.

- Extension du régime indemnitaire aux contractuels

L'ensemble des agents contractuels, hormis les saisonniers, bénéficie désormais du RIFSEEP, dans un souci d'équité de traitement avec les agents titulaires, de fidélisation des contractuels et d'attractivité de la collectivité.

- Conditions de maintien des droits acquis

Suite aux nouvelles modalités de calcul, aucun agent ne subira de diminution de l'IFSE à poste équivalent. En cas de :

1. Mobilité volontaire : L'IFSE est recalculée selon le poste occupé.
2. Reprise après disponibilité ou détachement : L'IFSE est ajustée au poste de réintégration.

- Conditions de majoration de l'IFSE

Des majorations temporaires de l'IFSE, entre 5 % et 50 %, peuvent être appliquées pour :

- Intérim prolongé (au-delà de 4 mois) ;
- Missions urgentes ou postes en tension reconnus par le CNFPT.

- Mise en œuvre du Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Bien que non activé immédiatement, le CIA est inscrit dans le dispositif pour une éventuelle mise en œuvre, selon les disponibilités budgétaires. Ce complément récompensera la manière de servir des agents.

- Réexamen et suivi de l'IFSE

Conformément au décret n°2014-513, l'IFSE sera réexaminée lors de l'évolution des missions ou responsabilités. L'IFSE est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail effectif de chaque agent

- Modification des règles d'abattement

À compter du 1er janvier 2025, le régime d'abattement du régime indemnitaire, incluant l'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise), évolue pour répondre aux exigences réglementaires et à une gestion équitable des absences pour maladie ordinaire. Ces règles s'appuient sur les articles L714-4 du Code Général de la Fonction Publique et l'article 2 du décret n°91-875 du 6 septembre 1991.

L'abattement s'applique aux agents en cas de maladie ordinaire rémunérée à plein traitement.

Principes de base :

- Maintien intégral de l'IFSE pour les 10 premiers jours rémunérés à plein traitement dans une année glissante, qu'ils soient consécutifs ou non.
- Abattement intégral au-delà du 10<sup>e</sup> jour de maladie ordinaire rémunéré à plein traitement, indépendamment de la continuité ou de l'intermittence des absences.

Modalités spécifiques :

- Hospitalisation : Les journées passées en hospitalisation ne sont pas comptabilisées dans les 10 premiers jours déclenchant l'abattement.
- Condition : Présentation d'un certificat médical ou d'un justificatif d'hospitalisation.

Un crédit supplémentaire de 5 jours sans abattement est accordé aux agents n'ayant eu aucun jour de maladie ordinaire rémunéré à plein traitement au cours de l'année civile précédente. Ce crédit :

- Repousse l'application de l'abattement au-delà du 15<sup>e</sup> jour de maladie ordinaire (au lieu du 11<sup>e</sup> jour).
- Cumulable sur deux exercices consécutifs, pour un maximum total de 10 jours.

L'application de l'abattement peut être suspendue en cas de circonstances exceptionnelles, après examen d'un recours présenté par l'agent.

Conformément aux dispositions applicables et dans le cadre de la gestion du régime indemnitaire, il est précisé que certains agents ne pourront plus bénéficier du RIFSEEP dans les situations suivantes :

#### **1. Agents rendus inaptes à leur fonction dans leur cadre d'emploi :**

Les agents déclarés inaptes à exercer leurs fonctions dans leur cadre d'emploi d'origine et/ou qui ne peuvent être reclassés sur un poste équivalent au sein de la collectivité, perdent le bénéfice du RIFSEEP.

#### **2. Postes supprimés, transformés ou remplacés suite à une absence prolongée :**

Lorsque le poste d'un agent a été supprimé, transformé ou réattribué au cours de son absence prolongée, l'agent concerné ne pourra plus prétendre au bénéfice du RIFSEEP pendant son absence. A son retour, il percevra l'IFSE correspondant au poste sur lequel il sera affecté.



POUR EXTRAIT CONFORME

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le 17 Décembre 2024  
OUI l'exposé de la Vice- Présidente.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- d'adopter le contenu pour une entrée en vigueur au 1 er janvier 2025,
- d'autoriser Mme la Vice-présidente à procéder à la mise en œuvre du RIFSEEP,
- d'abroger toutes les délibérations relatives aux précédents régimes indemnitaires pour les cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP
- d'autoriser Mme la Vice-Présidente du CCAS de Toulon, à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.
- de dire que les crédits nécessaires sont prévus sur tous les budgets concernés,

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix :

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS de Toulon



**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance

The image shows a black ink signature of Madame Virginie CAUQUIL. The signature is a stylized, cursive script that forms a large, sweeping loop.

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024159 avec 0 pièce(s) jointe(s)  
Date de décision : 17/12/2024  
Objet : Organisation et modalités d'accueil des apprentis au sein du CCAS

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Autres catégories de personnels

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-159.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024159-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-159**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Ressources Humaines

### **Objet : Organisation et modalités d'accueil des apprentis au sein du CCAS**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b>
<b>0 voix CONTRE</b>
<b>0 abstention</b>

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux - Service des Ressources Humaines

**Objet : Organisation et modalités d'accueil des apprentis au sein du CCAS**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Considérant que l'article L.6227-1 et suivants du Code du travail encadrent le dispositif d'apprentissage dans le secteur public, y compris la fonction publique territoriale, en précisant les conditions de travail, de rémunération et de formation des apprentis ;

Considérant que le Décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif à l'apprentissage dans la fonction publique territoriale adapte les modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement des apprentis au sein des collectivités territoriales, notamment en termes de durée de travail, de formation et de rémunération des apprentis ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum (avec des dérogations possibles pour les moins de 16 ans et sans limite d'âge pour certaines catégories de travailleurs, notamment les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité, et de les mettre en application dans la collectivité ;

Considérant que l'apprentissage constitue un contrat de droit privé, formalisant une formation en alternance sanctionnée par un diplôme ou un titre, et que ce dispositif représente une opportunité pour les collectivités territoriales de contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes, tout en valorisant les métiers locaux et en formant de futurs agents publics ;

Considérant que le CCAS prévoit de recruter deux apprentis pour une période de 2 ans, à compter de l'année 2025 ;

Considérant que cette délibération est valable 2 ans afin de couvrir la totalité de la période d'apprentissage, conformément aux besoins de formation des deux apprentis recrutés ;

Considérant que l'employeur a l'obligation de désigner un maître d'apprentissage pour chaque apprenti. Ce maître d'apprentissage est un agent du service où l'apprenti est affecté, et il a pour mission d'assurer l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée. Ce maître d'apprentissage titulaire bénéficie d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) de 20 points, à condition de ne pas déjà percevoir une NBI d'un montant plus important

Considérant que l'apprentissage permet de concilier la formation théorique dispensée par les établissements d'enseignement et la formation pratique en situation professionnelle au

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-159

sein des collectivités territoriales, permettant ainsi une montée en compétence des apprentis ;

Considérant que l'accueil d'apprentis s'inscrit dans les missions du CCAS en matière de promotion de l'insertion sociale et professionnelle, en favorisant l'accès des jeunes au marché du travail et en leur offrant des opportunités de formation dans les métiers du secteur social ;

Considérant que le CCAS peut contribuer activement à la formation et à la transmission de compétences au bénéfice de jeunes en apprentissage, tout en renforçant temporairement ses équipes dans les services concernés ;

Considérant que l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) a été obtenu conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique relatives à l'organisation des instances consultatives ;

Considérant que le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) peut être mobilisé pour financer une partie des actions d'accompagnement spécifiques pour les apprentis en situation de handicap, permettant ainsi de faciliter leur accès à la formation et à l'emploi ;

Considérant que la prise en charge des frais pédagogiques liés à la formation des apprentis est assurée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) dans le cadre de la convention annuelle conclue avec France Compétences. Cette prise en charge couvre 100% des frais de formation, dans la limite de montants maximaux définis par convention. En cas de dépassement de ces montants, la différence sera à la charge de la collectivité ;

Considérant que, conformément aux dispositions du Code du travail et du Décret n° 2022-280 du 28 février 2022, la rémunération des apprentis est fixée selon leur âge et l'année d'exécution du contrat.

Voici un tableau récapitulatif de la rémunération applicable aux apprentis du CCAS :

Âge de l'apprenti	1ère année de contrat	2ème année de contrat	3ème année de contrat
Moins de 18 ans	27 % du SMIC	39 % du SMIC	55 % du SMIC
De 18 à 20 ans	43 % du SMIC	51 % du SMIC	67 % du SMIC
De 21 à 25 ans	53 % du SMIC	61 % du SMIC	78 % du SMIC
26 ans et plus	100 % du SMIC	100 % du SMIC	100 % du SMIC

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-159

Les pourcentages de rémunération sont calculés en fonction du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur au moment de la signature du contrat d'apprentissage.

### POUR EXTRAIT CONFORME

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 Décembre 2024  
OUÏ l'exposé de la Vice- Présidente.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'approuver l'accueil d'apprentis au sein des services du CCAS à compter de décembre 2024, selon les modalités définies dans la note de synthèse annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser la Direction Générale du CCAS à signer les conventions d'apprentissage nécessaires avec les établissements de formation concernés et les apprentis retenus, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- De dire que les crédits sont prévus sur le budget principal 2025 et seront prévus sur les exercices suivants.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix :

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS de Toulon

**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024160 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Mise à jour des modalités d'organisation des astreintes

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-160.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024160-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-160**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Ressources Humaines

**Objet : Mise à jour des modalités d'organisation des astreintes**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--



## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-160

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux - Service des Ressources Humaines

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

**Objet : mise à jour des modalités d'organisation des astreintes**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Considérant que les dysfonctionnements constatés dans l'organisation actuelle des astreintes, notamment la fragmentation des périodes, nuisent à la continuité des expertises, à la réactivité face aux incidents, et au soutien opérationnel des agents travaillant en dehors des horaires de bureau ;

Considérant que l'organisation actuelle des astreintes, basée sur des périodes morcelées du lundi au jeudi de 17h15 à 8h00 le lendemain, et du vendredi soir 17h15 au lundi matin 8h00, complique la gestion des plannings et entraîne une disponibilité fragmentée des agents ;

Considérant que cette organisation actuelle implique une gestion administrative complexe pour la répartition des astreintes et le calcul des indemnités, augmentant les risques d'erreurs et créant une charge supplémentaire pour les services RH et les gestionnaires de paie ;

Considérant que le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 impose à la collectivité de définir les modalités d'organisation des astreintes ainsi que les conditions d'indemnisation des agents, celles-ci pouvant inclure une compensation financière ou un repos compensateur ;

Considérant que l'organisation des astreintes est destinée à garantir la continuité du service public et la sécurité des locaux, des équipements, ainsi que des usagers et résidents dans les établissements du CCAS ;

Considérant que la mise en place d'astreintes hebdomadaires, couvrant une période du lundi 8h00 au lundi suivant 8h00, permettra de simplifier la gestion des plannings et d'assurer une meilleure continuité dans la disponibilité des agents sans interruption ;

Considérant que cette réorganisation permettra également de maintenir les barèmes actuels des indemnités d'astreinte sans entraîner de coût supplémentaire pour la collectivité, tout en améliorant la stabilité des agents et la réactivité en cas de besoin d'intervention ;

Considérant que la suppression du dispositif d'astreinte lié la gestion du fichier des personnes vulnérables, précédemment en vigueur, ne nuira pas à la bonne gestion des périodes exceptionnelles qui seront désormais gérées par d'autres modalités internes ;

Considérant que la Direction Générale et les représentants syndicaux ont été consultés sur ces nouvelles modalités et ont donné un avis favorable à la mise en place d'astreintes continues sur des semaines complètes ;

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-160

### POUR EXTRAIT CONFORME

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 Décembre 2024

OUI l'exposé de la Vice- Présidente.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'adopter la nouvelle organisation des astreintes au sein du CCAS, qui sera désormais basée sur des semaines complètes d'astreinte du lundi 08H00 au lundi suivant 08h00 sans morcellement, pour tous les services concernés.
- De supprimer l'astreinte liée au plan canicule, cette dernière n'étant plus nécessaire dans le cadre de la nouvelle organisation des astreintes.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix :

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS de Toulon

A blue ink signature of Madame Dominique Andreotti is written over a circular blue stamp. The stamp contains the text "REPUBLIQUE FRANÇAISE" at the top, "CCAS de Toulon" in the center, and "DE TOULON" at the bottom.

**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance

A black ink signature of Madame Virginie Cauquil, consisting of a stylized, looped shape.

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024161 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Mise à jour du tableau des emplois

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-161.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024161-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-161**

Dossier suivi par la Direction des Ressources et Moyens Généraux – Service Ressources Humaines

### **Objet : Mise à jour du tableau des emplois**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE, Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Ressources et Moyens Généraux - Service des Ressources Humaines

**Objet : Mise à jour du tableau des emplois**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 18 juin 2024 et du 17 décembre 2024,

Le tableau des emplois actuel ne reflète pas la structure réelle au CCAS de Toulon.

Il convient par conséquent de supprimer un certain nombre d'emplois laissés vacants et emplois vacants pourvus par des grades différents du grade d'origine. Les agents promus conservant leurs emplois laissent leurs grades d'origine inoccupés, les agents partis en retraite étant remplacés par des agents sur des grades de base d'un cadre d'emplois.

En 2023, aucune suppression de grade n'a été effectuée.

Le CST du 18 juin 2024 a émis un avis favorable à la suppression de deux grades d'agent social remplacés par des grades d'aide-soignant à l'unité protégée du SAPHIR.

Des grades ont été utilisés afin de permettre les avancements et promotion interne de 2024.

<b>EMPLOIS SUPPRIMES</b>	<b>NOMBRE</b>
<b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>	
Attaché	1
Rédacteur principal de 1ère classe	1
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe	2
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe	15
<b>FILIERE TECHNIQUE</b>	
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	7
<b>FILIERE MEDICO SOCIALE</b>	
Agent social principal de 2 <sup>ème</sup> classe	6
Agent social	4

« Tout recours contre la présente délibération doit être formé auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois, à partir de la publication et ou de la notification de la décision et de la transmission en préfecture de la présente délibération. »

En conséquence 36 grades seront supprimés du tableau des emplois.

Le tableau des effectifs sera mis à jour en conséquence.

POUR EXTRAIT CONFORME

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024  
OUI l'exposé de Madame la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- d'en adopter le contenu,
- de mettre à jour le tableau des emplois en conséquence,
- d'autoriser Mme la Vice-Présidente du CCAS de Toulon, à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI  
Vice-Présidente du CCAS de Toulon**

The image shows a blue ink signature of Madame Dominique ANDREOTTI written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'REPUBLIQUE FRANÇAISE' at the top, 'C.C.A.S. de Toulon' in the center, and 'TOULON' at the bottom.

**Madame Virginie CAUQUIL  
Secrétaire de séance**

The image shows a black ink signature of Madame Virginie CAUQUIL, consisting of a stylized, cursive letter 'V'.

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024163

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Proposition de mise en place d'une convention de Partenariat entre le CCAS de Toulon gestionnaire du Service Autonomie à Domicile (SAD) et le COS Beauséjour, porteur de l'Équipe Territoriale de Soins

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par themes - Aide sociale

Date de télétransmission : 17/12/2024

Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-163.pdf

Annexes :

1 - Convention de partenariat entre COS et SAD CCAS Toulon.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024163-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

**Délibération N° 2024-163**

Dossier suivi par la Direction Autonomie

**Objet : Proposition de mise en place d'une convention de Partenariat entre le CCAS de Toulon gestionnaire du Service Autonomie à Domicile (SAD) et le COS Beauséjour, porteur de l'Équipe Territoriale de Soins Palliatifs (ETSP) Littoral Var Ouest.**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b>
<b>0 voix CONTRE</b>
<b>0 abstention</b>



Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction de l'Autonomie

**Objet : Proposition de mise en place d'une convention de Partenariat entre le CCAS de Toulon gestionnaire du Service Autonomie à Domicile (SAD) et le COS Beauséjour, porteur de l'Équipe Territoriale de Soins Palliatifs (ETSP) Littoral Var Ouest.**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

VU le Code de l'action sociale et des familles,

VU la loi n° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit d'accès aux soins palliatifs ;

VU la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé ;

VU la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie (loi Leonetti) ;

VU la loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des personnes malades et des personnes en fin de vie ;

VU la circulaire DHOS/02/DGS/SD5D/2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et de l'accompagnement ;

VU les recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS) et de la Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs (SFAP) en matière de bonnes pratiques

Considérant que les soins palliatifs visent à soulager la douleur physique et les souffrances psychologiques, sociales et spirituelles des patients en fin de vie, tout en respectant leur dignité et leurs souhaits ;

Considérant que les besoins en matière d'accompagnement des patients en fin de vie sont croissants, notamment au sein des populations vulnérables accompagnées par le CCAS ;

Considérant que les réseaux territoriaux de soins palliatifs, tels que l'ETSP portée par le COS BEAUSEJOUR, permettent une meilleure coordination entre les différents acteurs médico-psycho-sociaux, garantissant ainsi la continuité et la qualité des soins dispensés ;

Considérant que la fusion des réseaux de soins palliatifs et des équipes mobiles de soins palliatifs (GIP COMET) a pour objectif de renforcer les synergies sur le territoire, au service des patients, des familles et des professionnels de santé ;

Considérant que la convention entre le CCAS et l'ETSP permettra :

- d'orienter les patients en fin de vie vers des dispositifs adaptés à leurs besoins ;
- de soutenir les équipes soignantes dans la prise en charge palliative ;
- d'apporter un appui psychologique et organisationnel aux familles et aidants des patients concernés ;

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-163

Considérant que cette convention favorise également le respect des choix des patients concernant leur lieu de soins et leur lieu de vie, dans le cadre des orientations prévues par la circulaire DHOS/02/DGS/SD5D/2002/98 ;

Considérant que le développement des soins palliatifs contribue à optimiser le fonctionnement du système de santé, en évitant des hospitalisations non nécessaires et en favorisant des soins de proximité de qualité ;

Considérant que l'ETSP agit en complémentarité avec d'autres réseaux spécialisés du territoire (prise en charge de la douleur, oncologie, personnes âgées), renforçant ainsi la continuité des soins et la coopération entre professionnels ;

Considérant que cette collaboration permettra également d'améliorer les compétences des professionnels intervenant auprès des patients, par la formation et la sensibilisation proposées par l'ETSP, en mettant à leur disposition des ressources adaptées ;

Considérant que l'ensemble des dispositifs prévus par cette convention s'inscrit dans le respect des dispositions légales, notamment celles relatives aux droits des malades (loi n° 2002-303), à la fin de vie (lois n° 2005-370 et n° 2016-87), et aux directives anticipées (décret n° 2006-119) ;

Considérant que cette collaboration avec l'ETSP répond pleinement aux missions du CCAS en matière d'accompagnement des populations en situation de fragilité ;

### POUR EXTRAIT CONFORME

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 Décembre 2024

OUI l'exposé de la Vice- Présidente.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'autoriser Mme la Vice-Présidente à signer la convention avec l'équipe territoriale de soins palliatifs

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
Vice-Présidente du CCAS de Toulon



**Madame Virginie CAUQUIL**  
Secrétaire de séance



CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024164 avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Convention de partenariat avec les Petits Frères des Pauvres

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par thèmes - Aide sociale

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-164.pdf

Annexes :

1 - Convention\_ppfdp.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024164-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

**Délibération N° 2024-164**

Dossier suivi par la Direction Autonomie

**Objet : Convention de partenariat avec les Petits Frères des Pauvres**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

**ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE  
Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

**ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ;  
Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame  
Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine  
BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie  
MONDONE ; Monsieur Didier CAMPO

**ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>12 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--

Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction Autonomie

**Objet : Convention de partenariat avec les Petits Frères des Pauvres**

.....

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

En vertu du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Toulon (C.C.A.S.) anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées.

Dans le cadre de sa politique sociale, il développe des actions de proximité dans les domaines de la gérontologie et en direction des populations les plus démunies.

L'association les petits frères des Pauvres a pour but d'aider et de servir dans un esprit de gratuité, les pauvres, et plus particulièrement les personnes âgées isolées, démunies, en situation de précarités multiples, par des moyens et dans des conditions appropriées à chacune d'elles.

L'association des petits frères des Pauvres met en œuvre des accompagnements personnalisés de personnes âgées isolées, à domicile, en hébergement collectif, dans le but de développer des liens sociaux.

Une convention de partenariat entre ces deux entités a été rédigée afin de favoriser les échanges entre les deux partenaires dans un but de complémentarité et de fonctionnement en réseau, pour améliorer la prise en charge de la personne âgée, à partir de 50 ans, à domicile, ou en établissement.

Cette convention permettra :

- De concourir à l'amélioration et au développement des relations de proximité. Répondant ainsi à la volonté de développer un dispositif de veille sociale, sur le territoire de Toulon, mais également à celle d'accompagner au mieux, les personnes âgées isolées.
- De répondre à un besoin en matière de conseils, d'orientation et/ou de suivi préventif.
- De renforcer l'intégration des personnes âgées fragilisées et/ou isolées dans leur environnement de proximité et ainsi prévenir les situations de dépendance.

Les projets spécifiques feront l'objet de fiches actions qui viendront compléter cette convention.

Considérant la présentation faite ci-dessus.

## CCAS DE TOULON - DELIBERATION N° 2024-164

Considérant les intérêts communs des deux partenaires.

Considérant que la convention annexée à la présente délibération précise les contours et les conditions de mise en œuvre de ce partenariat.

Il est proposé au Conseil d'Administration de valider ce partenariat et ainsi autoriser la Vice-Présidente à signer la présente convention.

### POUR EXTRAIT CONFORME

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUI l'exposé de la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu ;
- De valider la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et les petits frères des Pauvres ;
- D'autoriser Mme la Vice-présidente du CCAS de Toulon, à signer ladite convention de partenariat ;
- D'autoriser Mme La Vice-Présidente du CCAS de Toulon à prendre toutes mesures et dispositions pour permettre l'exécution de cette délibération.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS de Toulon**

**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**



CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024165

avec 1 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Approbation de la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et l'association Unis-Cité Méditerranée pour des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées et le renforcement du lien

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par thèmes - Aide sociale

Date de télétransmission : 17/12/2024

Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-165.pdf

Annexes :

1 - Scan\_20241206\_115057.pdf

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024165-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

**Délibération N° 2024-165**

Dossier suivi par la Direction Autonomie

**Objet : Approbation de la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et l'association Unis-Cité Méditerranée pour des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées et le renforcement du lien intergénérationnel.**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs</b> <b>0 voix CONTRE</b> <b>0 abstention</b>
--



Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024

Dossier suivi par la Direction de l'Autonomie

**Objet : Approbation de la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et l'association Unis-Cité Méditerranée pour des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées et le renforcement du lien intergénérationnel.**

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Considérant que le Code de l'action sociale et des familles confère au CCAS la mission d'animer une action générale de prévention et de développement social, en lien avec les institutions publiques et privées ;

Considérant que la lutte contre l'isolement des personnes âgées constitue une priorité majeure dans les politiques locales d'action sociale menées par le CCAS de Toulon ;

Considérant que l'association Unis-Cité Méditerranée propose d'impliquer des volontaires en service civique dans des actions coordonnées avec le CCAS afin de répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées isolées à domicile ou en établissement ;

Considérant que la convention de partenariat annexée à la présente délibération précise les modalités de mise en œuvre des trois types d'actions retenues, à savoir :

1. Le repérage des personnes âgées isolées par des actions de sensibilisation du public, notamment dans les quartiers prioritaires, ainsi que l'inscription sur le registre des personnes vulnérables tenu par le CCAS.
2. Le développement du lien social par des appels de convivialité et des visites à domicile réalisées par des volontaires auprès des personnes âgées autonomes, principalement de GIR 5 et 6.
3. Les animations collectives organisées dans les résidences autonomie et l'EHPAD en concertation avec les structures concernées, y compris des actions de prévention et de lien social auprès des résidents.

Considérant que ce partenariat repose sur des engagements mutuels entre le CCAS et Unis-Cité, visant à coordonner les actions, former les volontaires, valoriser le projet et assurer un suivi opérationnel et qualitatif ;

Considérant que le financement prévu pour ce partenariat, d'un montant de 6 000 €, sera soumis à l'accord de la conférence des financeurs et inscrit dans le budget du CCAS ;

Considérant que les modalités de suivi, de bilan, de coordination et de financement sont précisées dans la convention annexée à la présente délibération ;

**POUR EXTRAIT CONFORME**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 Décembre 2024  
OUI l'exposé de la Vice- Présidente.

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'approuver la convention de partenariat entre le CCAS de Toulon et l'association Unis-Cité Méditerranée, pour la mise en œuvre des trois types d'actions décrits ci-dessus
- D'autoriser Mme Dominique ANDREOTTI, Vice-Présidente du CCAS de Toulon, à signer ladite convention et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre
- De prévoir l'inscription des crédits nécessaires au budget du CCAS, sous réserve de l'accord de la conférence des financeurs.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix :

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS de Toulon**

A blue circular stamp from the CCAS de Toulon. The text inside the stamp reads "REPUBLIQUE FRANÇAISE" at the top, "CCAS de Toulon" in the center, and "VILLE DE TOULON" at the bottom. A blue ink signature is written across the stamp.

**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop with a horizontal crossbar.

CCAS

*Service de Contrôle de Légalité*

Acte n° : 2024166 avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 17/12/2024

Objet : Participation au prix de l'innovation et le recherche du Var

Nature : Délibérations

Matière : Domaines de compétences par themes - Aide sociale

Date de télétransmission : 17/12/2024 Agent de transmission : AUTOMATE

Acte : 2024-166.pdf

Annexes :

*Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL*

*12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 083

Identifiant de l'acte : 083-268300662-20241217-2024166-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 17/12/2024

# **CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOULON**

**Département du Var  
Arrondissement de TOULON**

## **Extrait des registres des délibérations**

**Séance du 17 décembre 2024**

### **Délibération N° 2024-166**

Dossier suivi par la Direction Autonomie et la Direction Inclusion et Solidarité

**Objet : Participation au prix de l'innovation et le recherche du Var**

L'an deux mille vingt-quatre, et le dix-sept de décembre à 12 h 15 heures.

**Les membres composant le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Toulon se sont réunis pour partie dans le lieu ordinaire de leurs séances et pour partie en visioconférence :**

#### **ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :**

Madame Dominique ANDREOTTI, Monsieur Benjamin BIGUER, Madame Jeanine BONNET-MAGOT, Monsieur Didier CAMPO, Madame Brigitte GENETELLI, Monsieur Emilien LEONI, Monsieur Régis LEFEBVRE Madame Béatrice MANZANARES, Madame Marcelle SABARLY, Monsieur Gaston SECONDI.

#### **ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :**

Madame Josée MASSI, Présidente, Pouvoir donné à Madame Dominique ANDREOTTI ; Madame Eva CAILLAT-METGE, Pouvoir donné à Monsieur Benjamin BIGUER ; Madame Caroline DEPALLENS Pouvoir donné à Madame Brigitte GENETELLI ; Madame Martine BERARD ; Madame Magali BRUNEL ; Monsieur Christophe DELPUECH ; Madame Valérie MONDONE.

#### **ASSISTAIENT ÉGALEMENT A LA SÉANCE :**

Madame Virginie CAUQUIL – Directeur Général – Secrétaire de séance  
Madame Patricia DELAPORTE – Directeur des Ressources et Moyens Généraux

<b>13 voix POUR dont 3 pouvoirs 0 voix CONTRE 0 abstention</b>
--

**Séance du Conseil d'Administration du 17 décembre 2024**

Dossier suivi par la Direction Autonomie, la Direction Inclusion et Solidarité et le service Communication

**Objet : Participation au prix de l'innovation et le recherche du Var**

.....

La Vice-présidente expose :

Madame, Monsieur, mes chers Collègues,

Dans le cadre du mois de l'innovation publique et de la stratégie « Var terre d'innovation », le conseil départemental du Var a créé le prix annuel de l'innovation et de la recherche du Var qui récompense l'innovation sociale, environnementale et technologique.

Le but étant de soutenir les innovations et de leur permettre de se concrétiser.

Ce prix est largement ouvert aux collectivités locales.

Un prix d'une valeur de 10 000€ sera remis à chacun des 5 lauréats.

Afin de valoriser certaines de leurs actions les Directions de l'Autonomie et de l'Inclusion et de la Solidarité assistées du service Communication envisagent de postuler au nom du CCAS de Toulon.

Deux projets ont été choisis pour concourir :

- Les câlins de poche pour la Direction Autonomie ;
- Le dispositif « Mieux manger pour tous » pour la Direction Inclusion et Solidarité ;
- Classe partagée ULIS / Résidents du Porphyre.

Considérant la présentation faite ci-dessus.

Considérant l'intérêt que peut représenter cette opportunité en termes de visibilité et de promotion des actions du CCAS.

Considérant la valorisation pécuniaire qui peut être obtenue en cas de victoire.

Il est proposé au Conseil d'Administration de valider la participation du CCAS à ce prix.

POUR EXTRAIT CONFORME

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION réuni le : 17 décembre 2024**

**OUI l'exposé de la Vice- Présidente.**

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'en adopter le contenu ;
- D'autoriser Le CCAS de Toulon à participer à ce prix ;
- D'autoriser Mme La Vice-Présidente du CCAS de Toulon à prendre toutes mesures et dispositions pour permettre l'exécution de cette délibération.

Ce projet de délibération entendu, la délibération est mise aux voix.

**Madame Dominique ANDREOTTI**  
**Vice-Présidente du CCAS de Toulon**

A blue ink signature is written over a circular blue stamp. The stamp contains the text "C.C.A.S. de Toulon" and "REPUBLIQUE FRANÇAISE" around the perimeter.

**Madame Virginie CAUQUIL**  
**Secrétaire de séance**

A black ink signature is written in a stylized, cursive manner.